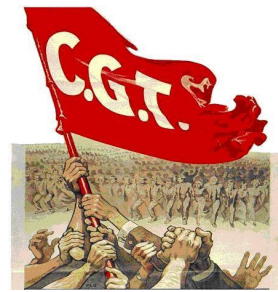




Le petit rapport'eure

Le journal de la section
de l'Eure

Journal d'information des Finances Publiques -
CGT Finances Publiques
cgt.ddfip27@dgfip.finances.gouv.fr
Site internet :
<http://www.financespubliques.cgt.fr/27/>



N° 45

Octobre 2020

Alors même que la crise du COVID et la gestion calamiteuse du gouvernement nous a conduit tout droit à un second confinement, il nous faut également nous interroger sur les choix de ce même gouvernement en matière économique et budgétaire.

Un plan de 100 milliards d'euros sur 2 ans dans un panel de 68 mesures ! Il s'agit d'un véritable saupoudrage dont on connaît à l'avance les méfaits de ce genre de décisions. Mais au-delà, on voit bien que ce plan de relance privilégie une fois encore les grandes entreprises au détriment de l'ensemble des personnes et particulièrement celles qui sont les plus démunies.

Quelques chiffres pour illustrer ces propos :

Sur ces 100 milliards d'euros, le soutien aux personnes précaires est prévu par une aide de 800 millions d'euros soit 0,8 % du plan alors que l'aide aux entreprises engloutit 20 milliards d'euros (20 % de ce même plan). Sur ces 20 milliards, un quart profiterait à 280 sociétés !

Ces 20 milliards qui sont en réalité des baisses des impôts de production (C3S ;CET ;TFPB) viennent s'ajouter à la baisse de l'impôt sur les sociétés en 2022 (taux ramené à 25 %).

Il s'agit d'une véritable réforme structurelle, qui vient concrétiser un discours libéral bien connu : celui de l'attractivité et de la compétitivité des entreprises !

Comment alors relancer notre économie lorsque l'État et les collectivités vont se passer de plus de 70 milliards d'euros de recettes! (72 milliards c'est en effet le montant total des recettes en 2016 de ces impôts de production).

L'État français va donc considérablement augmenter le déficit public ; ce qui le conduira à l'avenir à réclamer de nouvelles coupes drastiques dans les dépenses publiques, à replier l'action publique sur les questions régaliennes. On peut légitimement penser que la DGFIP sera une fois encore dans le collimateur du gouvernement tout comme l'ensemble des services publics mais aussi notre système de retraite et plus généralement toutes nos garanties collectives à l'image de la loi Asap, ce « fourre-tout » qui affaiblit une fois encore le rôle de l'État.



- C'est dans ce contexte et à l'occasion de l'audio conférence de cet après midi avec la DG, qu'il sera demandé par l'ensemble des OS l'arrêt de toutes les réformes en cours à la DGFIP. Si pour la CGT, c'est leur abandon définitif qui est nécessaire pour sortir du projet mortifère du gouvernement, l'ensemble des OS exigent que face à cette nouvelle période de confinement, il y a urgence à tout le moins les suspendre avec tout les GT attendants.